

<http://quelquesuns-amisdesgiletsjaunes.fr/spip.php?article9>



Préambule

- Actualités -

Date de mise en ligne : dimanche 28 février 2021

Copyright © Quelquesuns-amis desgiletsjaunes - Tous droits réservés

page 1

Depuis des années, les gens de ce pays font l'expérience de multiples formes de résistances aux offensives du gouvernement : l'irruption massive et tenace des Gilets Jaunes, la puissante mobilisation contre la destruction du système des retraites, les initiatives et pratiques d'entraide face aux mensonges, à l'abandon et aux mesures sécuritaires du gouvernement dans la situation de l'épidémie du COVID. La colère est générale contre ce pouvoir qui revendique son mépris et sa violence systématiques à l'égard des gens. C'est ce que, depuis plusieurs années, nous voulons dire en parlant d'« État séparé » : un État qui n'a aucune intention de tenir compte des gens et de leur vie, un État qui ne se soucie que de lui-même, de sa force, de sa perpétuation, des intérêts de ceux qui en ont pris les commandes, et de leurs clients.

Cette situation ouvre manifestement la question de ce qui est aujourd'hui possible pour les gens. Une dame Gilet Jaune, mobilisée dès le 17 novembre 2018, le dit très clairement, ces jours-ci : « Régulièrement, je me questionne souvent sur le devenir des citoyens et le combat que nous menons. Est-il juste ? Qu'avons-nous retenu de ce combat ? Quelles sont les suites à donner à ce combat ? Nos vies ont été bousculées depuis deux ans et c'est une joie, mais que sera demain ? »

Notre travail de bilan et de réflexion, les expériences et les débats, largement partagés depuis longtemps, nous ont amenés à la conviction que deux voies sont aujourd'hui closes, sans indiquer de réelle alternative, ni apporter de véritable force pour les gens : la voie réformiste d'un bon usage des procédures et stratégies du parlementarisme, et la voie des déterminations et contradictions de classe, de la révolution, d'un État socialiste, du communisme. Le matérialisme, c'est d'abord refuser de se payer de ces mots qui empêchent de chercher et tracer un chemin, une orientation, qui soit utile à tous, dans la situation actuelle. La question à laquelle nous proposons de travailler, collectivement, est celle de chercher en quels termes et comment faire face au pouvoir d'une façon qui soit reconnaissable comme parlant pour tous, en prenant d'abord appui sur ce que les gens pensent, disent et font, depuis au moins ces deux dernières années, au nom de leurs valeurs et de leurs convictions propres.

L'une des tâches importantes d'aujourd'hui, c'est, à notre sens, de parler sérieusement de l'expérience des Gilets Jaunes. Il ne s'agit pas d'en parler au passé, ni d'en faire un « bilan », ni de leur coller les vieux mots de « lutte », ou de « mouvement », comme le font ceux qui veulent gommer, bâillonner ce qui s'est dit et s'est fait de radicalement nouveau depuis ces deux années d'irruption d'un si grand nombre de gens dans l'espace public de ce pays. Les Gilets Jaunes se sont parfaitement et puissamment nommés eux-mêmes : au nom de quoi et de qui faudrait-il les nommer autrement, en dehors d'eux, malgré eux ? Et ce qui est à notre avis indiscutable, c'est qu'on ne peut parler honnêtement de la situation actuelle, du point de la capacité des gens, sans tenir d'abord compte de cette expérience.

page 2

Il y a, depuis deux ans aujourd'hui, des gens qui ont tenu et tiennent encore à s'exprimer massivement, librement, eux-mêmes, qui écrivent très clairement sur leurs gilets ce qu'ils ont d'important à dire à tout le monde, qui se présentent aux uns et aux autres en affichant leurs convictions, et mettent ainsi en pratique leur idée selon laquelle « les Gilets Jaunes, c'est tout le monde ». Ils se sont réunis, retrouvés et écoutés sur les ronds-points, y ont construit des lieux qui leur ont appartenu, et y ont pratiqué le débat et l'entraide. Ils ont occupé la rue et manifesté, imposé une fois pour toutes dans le pays le principe et l'exigence du respect de la vie et des idées de tous, et refusé avec ténacité de rentrer dans les jeux de pouvoir, de toutes sortes, ceux de la politique, du syndicalisme ou des médias.

Préambule

Dans l'expérience des Gilets Jaunes, il s'agit d'abord de conviction et de confiance, des idées et des initiatives utiles à tous : ils ont clairement montré la possibilité d'une voie d'intelligence, de capacité, de consistance autonome possible.

À l'échelle modeste qui est la nôtre, nous travaillons depuis longtemps dans l'idée qu'une telle voie est en effet possible. Si nous ne sommes pas des Gilets Jaunes des premiers ronds-points, des premières actions et manifestations, nous nous sommes depuis le début déclaré « amis des Gilets Jaunes », et les avons accompagnés¹. Nous n'avons ni projet de pouvoir, ni organisation, ni stratégie d'hégémonie, mais savons d'expérience la force que l'on trouve dans le principe selon lequel les gens pensent, et dans le choix de mettre d'abord en pratique, autant que c'est possible, ce qu'ils pensent, dans le souci de tous. Nous mesurons aussi la difficulté à inventer les mots, les pratiques, les lieux qui permettent à ceux qui veulent avancer dans ce sens de se réunir, de façon prolongée.

Il s'agit de faire face aux logiques actuelles de rivalité et de violence pour le pouvoir, la domination et la prédation. Parmi elles, il y a la voie des actes de terrorisme, tels que ceux qui ont été commis dans notre pays depuis 2013. C'est une voie de domination, de rivalité entre seigneurs de guerre, de crime, de pillage et de trafics de toutes sortes. Elle utilise les divisions entre les gens, et invoque le Coran pour rallier des troupes. À quoi le gouvernement, ici, répond par la prétention au bras de fer, les expéditions et les communiqués de guerre au Sahel, les ventes d'armes, les rivalités et les mauvais coups qui ne relèvent, eux aussi, que des stratégies de pouvoir et de domination.

Dans le pays, cela donne les campagnes pour désigner des ennemis intérieurs, au nom de la « république » et de la « laïcité ». Le projet de loi « confortant le respect des principes républicains », c'est-à-dire sur le « séparatisme », installe le soupçon et la multiplication des contrôles de toutes sortes, sur les associations, sur les familles, dans les cités, à l'école, la persécution des étrangers et de ceux qui cherchent refuge en France, la traque et l'expulsion des sans-papiers, la restriction systématique de leurs droits aux soins...

page 3

Il faut rapprocher ces mesures de la série des projets de loi actuellement imposés par le gouvernement. La loi de « sécurité globale » soumet le pays à la police, son arbitraire, ses contrôles et fichages, ses corps spéciaux, son armement, ses drones : les organisations de police en revendiquent explicitement la rédaction. Le projet de loi sur l'enseignement supérieur et la recherche criminalise les mouvements sociaux d'étudiants ou de professeurs, suspectés d'interrompre ou de perturber les cours.

Le traitement de l'épidémie est de plus en plus clairement une aubaine pour faire porter aux gens la responsabilité d'un danger qui est largement aggravé par la pénurie de moyens (médicaments, lits, personnels) organisée de longue date à l'hôpital public, et par les déserts médicaux. Et, après deux mois de confinement, au printemps, rien n'a été tenté durant l'été qui relève du moindre souci de prévention et d'anticipation : le gouvernement a plutôt multiplié les appels à consommer, pour passer ensuite brutalement à la peur, à l'infantilisation et la culpabilisation.

La situation actuelle est sous le signe d'un exercice de plus en plus violent du pouvoir : le pouvoir jusqu'à l'excès, ouvertement et impunément. Il peut mentir (le mensonge revendiqué par S. Ndiaye, pour « protéger son président »), dire une chose et faire le contraire, afficher son mépris pour ceux qu'il abandonne à la pauvreté et protéger de puissants intérêts économiques (Véolia, Amazon, la FNSEA, l'armement...), réprimer le moindre rassemblement, mutiler, arrêter, juger, condamner... Depuis des mois, le pays vit officiellement dans un régime juridique d'exception (lois d'urgence sanitaire, limites et interdictions de toutes sortes, en particulier de se réunir et de manifester). Les mesures concernant l'épidémie sont décidées par un Conseil de défense. C'est au point que l'on se demande s'il faut encore parler de gouvernement, au sens où le mot désignerait une certaine façon d'assurer des services publics et de tenir compte des situations réelles des gens. Dans l'espace des décisions étatiques, comme dans celui du marché, ceux qui rivalisent pour le pouvoir sont prêts à tout pour le conserver ou le conquérir. Cette surenchère de

violence a atteint un point de non-retour, c'est le réel de ce que nous appelons l'« État séparé » : il est à notre avis important de discuter de la forme que l'État se donne.

La campagne électorale annonce des mois de bataille pour le pouvoir. La violence revendiquée des mesures actuelles participe déjà de la campagne et en donne la mesure : elles en disposent les enjeux, les stratégies de communication, les manoeuvres de répartition des places. Violence des rivalités et des coups tordus, mais aussi, de façon plus importante, violence de l'enjeu réel : il ne doit plus être question d'autre chose que du pouvoir. Et chacun est sommé de se situer dans la clientèle de l'une ou l'autre des candidatures à l'exercice du pouvoir, c'est-à-dire, finalement, dans l'espace du pouvoir. La droite et le RN approuvent déjà officiellement les dispositions de la loi « sécurité globale ». Elle est comme une sorte de préalable : les candidatures qui ne se contenteront pas de figurer, de dénoncer et/ou de cautionner, finiront inévitablement par s'y plier, au prix de toutes sortes de combinaisons et d'alliances. Tous les camps/candidats partagent déjà le choix d'un projet sécuritaire : la police, ses moyens, ses armes, ses formations, l'annonce de lois menaçantes, la « laïcité » et les « valeurs de la République », l'enseignement d'abord « moral et civique », la sélection et le dressage des jeunes, la persécution des plus vulnérables, à commencer par ceux qui cherchent un refuge... Le régime de la campagne électorale permanente, c'est celui des seules rivalités de pouvoir, c'est-à-dire du désastre pour la vie des gens.

page 4

Notre expérience, collective et ouverte, depuis longtemps largement partagée, montre qu'il est concrètement possible de travailler à la création d'espaces d'intelligence, de recherche, de parole et de pratique de confiance, qui relèvent de pensées, de conduites, de relations à l'autre qui ne soient pas dictées par les catégories et les normes de l'exercice et du champ du pouvoir : l'hégémonie, la domination, l'ordre, la rivalité, la prédation. La création et la mesure de ces espaces ne sont pas réductibles au seul fait d'être nombreux, ou de faire d'abord reculer ou plier le gouvernement, qui répond par la violence, le mensonge, la ruse et le compte des électeurs : il s'agit de ce que les gens pensent, veulent et font, quant à eux-mêmes.

Nous proposons de nous donner des lieux d'échange, des ateliers, pour travailler à ces questions, et discuter de quelques points qui sont au coeur de la situation actuelle, dont :

â€” Les campagnes électorales et le multipartisme sécuritaire. Quel sens y a-t-il de voter dans la période où l'État n'a plus d'autre rapport aux gens que l'abandon, le contrôle et la violence ?

â€” Les initiatives de résistance aux offensives du pouvoir, à l'appauvrissement, au racisme, sont nombreuses, inventives, courageuses : l'entraide, les recours juridiques, l'apprentissage de la langue... Est-ce que le souci de tous et le choix de faire face au pouvoir ne peuvent relever que de la conviction et de la volonté de chacun, de la rébellion morale et de la dissidence ? Le gouvernement fait et fera tout pour isoler et réprimer les mobilisations, aussi courageuses et tenaces, même, que celle de Notre Dame des Landes ou celle de nombreuses personnes de la Vallée de la Roya pour accueillir des gens à la recherche de refuge et demandeurs d'asile. À quelles conditions la question du rapport au pouvoir peut-elle être ouvertement formulée, discutée et pratiquée, sur des enjeux et dans des formes largement proposés à tous et pour tous ?

â€” Soigner, enseigner, accueillir, protéger, nourrir, loger sont des enjeux majeurs, tant pour la vie des gens et leurs besoins, que pour celles et ceux dont c'est le métier d'y contribuer (santé, école, travail social, grand âge, accueil et accompagnement...). Renforçant la violence du marché, celle des injonctions sécuritaires et gestionnaires de l'État ne cesse d'y porter gravement atteinte, contre le respect des besoins des gens, contre le respect des métiers et de leur sens. Quels sont les principes, les mots, les énoncés, les expériences permettant de construire une capacité propre des gens, pour y faire face ?

19/12/2020